



Décision n° 2018-29

autorisant un survol à moins de 1000 m du sol dans le cœur du Parc national,

Le directeur de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

VU le code de l'environnement et notamment les articles L.331-4-1, L.331-26, R.331-19-2 et R.331-68,

VU le décret n°2009-486 du 29 avril 2009, notamment ses articles 3 et 15,

VU le décret n°2012-1541 du 28 décembre 2012 approuvant la charte du Parc national du Mercantour ainsi que les modalités 3 et 29 d'application de la réglementation dans le cœur,

VU l'arrêté ministériel du 20 mars 2012 portant application de l'article R.331-19-2 du code de l'environnement,

VU la décision n°2016-01 du 1er janvier 2016, donnant délégation permanente de signature au directeur-adjoint de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

VU la demande présentée par Monsieur MARIA Jean-Marie, président de la Société de Secours en Montagne des Alpes-Maritimes pour le compte de la société Hélicoptère de France,

Considérant que les activités hydroélectriques existantes à la date de publication du décret n°2009-486 sont autorisées et que la demande d'autorisation de survol est liée aux manœuvres d'exploitation des ouvrages existants sur les lacs de la Gordolasque et de la Roya,

Considérant que la demande d'autorisation porte sur l'acheminement de deux batteries permettant de réalimenter en électricité le poste radio de la haute Gordolasque suite à un constat de panne,

Considérant que sur la haute vallée de la Gordolasque, le réseau de communication téléphonique est lacunaire et que le relais radio constitue le seul moyen fiable d'alerter les services de secours en cas d'accident,

Considérant à ce titre, il convient de déroger exceptionnellement à la modalité n°29 d'application de la réglementation du cœur pour des raisons de sécurité civile,

Considérant toutefois qu'à la date envisagée, les ongulés sauvages dont les Bouquetins des Alpes, sont particulièrement sensibles à tout dérangement en période d'hivernage, en conséquence de quoi il convient d'adapter les modalités de vol afin de limiter l'étendue géographique du dérangement occasionné,

Décide :

Article 1er :

La société Hélicoptère de France, localement représentée par Monsieur RINGOT Benoît et ci-après désignée « le bénéficiaire », est autorisée à effectuer un survol à moins de 1000 m du sol ayant pour objet l'acheminement de batteries électriques de rechange et de deux techniciens au relais radio de la Haute Gordolasque, situé au « petit refuge de Nice » en zone cœur du Parc national du Mercantour.

Article 2 :

Jour de survol autorisé : jeudi 15 février 2018.

En cas d'intempéries, le report des survols est autorisé sous réserve d'informer le chef de service territorial concerné, 24h à l'avance par courriel ou contact direct.

- service territorial Vésubie : 04.93.03.23.15
chef de S.T par intérim - PARDI Jean-Luc (jean-luc.pardi@mercantour-parcnational.fr)

Article 3 :

Conditions de survol :

- lieu de dépose : « petit refuge de Nice »
- nombre de rotation : 1
- plan de vol : cf. plan de vol annexé.

Le survol des « zones sensibles », telles que figurées au plan de vol annexé, est interdit dans la zone cœur de parc national.

Trajectoire de vol strictement réalisée conformément au plan annexé à la présente. L'appareil devra rester dans l'axe de la vallée, en privilégiant la plus basse altitude possible au regard de la sécurité du transport, sans déport sur les versants.

Ces sujétions sont à la charge du bénéficiaire.

Article 4 :

Éléments d'identification :

nom du pilote	: RINGOT Benoît
type d'appareil	: hélicoptère Ecureuil type B3
n° de l'appareil	: F-GTIE
nom de la compagnie	: Hélicoptère de France

Article 5 :

Le non respect de l'un de ces articles ou de l'une ou l'autre des dispositions prévues par le code de l'environnement ou dans la réglementation du Parc national, expose son bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 6 :

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de l'établissement public dans un délai de trois mois à compter de son édition.

Elle peut être contestée devant le tribunal administratif de Nice dans un délai de deux mois suivant sa publication.

Fait à Nice, le 6 février 2018

Le Directeur du
Parc national du Mercantour

CHRISTOPHE VIRET



